
L'OPÉRATION 50 LYCÉES

Ce texte est extrait d'un bilan
réalisé par l'association Cinquante Lycées

En clôture du colloque *Mathématiques A Venir* fut annoncé le lancement d'une opération visant à mieux connaître l'image que les lycéennes et les lycéens avaient des mathématiques, grâce à une enquête menée dans 50 lycées échantillonnés, d'où le nom donné à l'opération. Un questionnaire a été distribué, courant 1988, à 20 élèves tirés au sort dans chacun des 50 lycées.

L'opération avait aussi a priori une autre dimension, celle de profiter de la présentation des résultats pour venir débattre avec les élèves, leurs parents et les professeurs sur les enjeux des mathématiques. Vingt-trois débats se sont déroulés, au cours de 1989 et 1990, touchant plus de 2000 personnes.

L'enquête elle-même a donné lieu à divers prolongements, qui ont apporté des vues complémentaires sur le paysage qu'elle avait permis d'entrevoir :

- tout d'abord un journal de l'opération, qui a fonctionné comme un forum d'échanges entre intervenants de l'enquête et personnes participant aux débats : des témoignages, des opinions ont été ainsi échangés; le journal, dont la diffusion visait plutôt des militants, a permis de faire circuler une matière riche et diverse;
- l'édition et la diffusion à plusieurs milliers d'exemplaires d'une plaquette *Quels mathématiciens pour l'an 2000?* destinée à alerter les journalistes et les responsables politiques (sénateurs, députés, conseillers régionaux, maires de grandes villes) sur le problème du renouvellement des générations entre les années 2000 et 2010, à cause d'une démographie complètement pathologique, pour les personnels tant de l'enseignement secondaire que de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les deux faits les plus saillants que l'enquête a mis en évidence sont :

- une forte différence d'appréciation entre garçons et filles en ce qui concerne le rôle des mathématiques à l'école; les jeunes filles, même celles réussissant bien, trouvent exagéré leur rôle dans la sélection, alors qu'une majorité de jeunes gens pensent le contraire, et ce même si leurs résultats scolaires sont médiocres;

- une totale méconnaissance par les élèves du caractère vivant des mathématiques et de leur présence dans la société qui nous entoure.

En guise de bilan, on peut dire que la communauté s'est montrée capable :

- de mobiliser les ressources nécessaires à mener un travail d'enquête très considérable (il faut cependant noter les difficultés à organiser des débats décentralisés autour des résultats de l'enquête);
- de monter une opération de communication d'assez grande envergure dont la principale originalité résidait dans le fait qu'elle ne visait qu'à attirer l'attention sur un problème à venir et à un moment où une action était encore possible; la qualité matérielle du document, et l'effet de surprise qu'il a créé, ont provoqué des réactions très positives d'un nombre significatif de personnes ayant reçu la plaquette.

— POUR UNE PLANIFICATION DU NOMBRE DE POSTES —
AUX CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS

Ce texte est signé par les présidents des cinq associations

APMEP, *femmes et mathématiques*, SMAI, SMF, UPS

Fin janvier 1997, la communauté scientifique apprenait par la presse (*Le Monde* du 27 janvier) la diminution importante du nombre de postes aux concours de recrutement d'enseignants pour l'année 1997. Est particulièrement touché par cette diminution, le CAPES externe de mathématiques, pour lequel la baisse a été vertigineuse : de 2000 postes en 1996, le nombre de postes accordés est passé à 1154 postes. La diminution la plus forte concerne les mathématiques.

Les associations professionnelles de mathématiques, enseignants ou chercheurs, l'Association des Professeurs de Mathématiques de l'Enseignement Public, *femmes et mathématiques*, la Société de Mathématiques Appliquées et Industrielles, la Société Mathématique de France et l'Union des Professeurs de Spéciales se sont insurgés contre une telle décision du Ministère de l'Éducation Nationale, tant sur le fond que sur la forme. Une pétition nationale a été envoyée au ministère en février 1997, assortie d'une demande de rendez-vous, restée sans suite.

Rappelons que, de 1992 à 1995, le nombre de postes a été supérieur à 2300, et que le nombre de candidats au CAPES a progressé de 2248 en 1992 à 7842 en 1996. Pendant la même période, le nombre annuel de licenciés en mathématiques est passé de 1500 en 1988 à plus de 4000 actuellement et les établissements universitaires ont mis en place de solides préparations au concours du CAPES de mathématiques. Ainsi, le nombre de candidats présents au concours est passé de 1600 en 1988 à près de 8000 actuellement alors que la décision du ministère ramène le nombre de postes à son niveau de 1988 : 1154 contre 1100 en 1988.

Tout d'abord, nous avons été profondément choqués par la date tardive de parution du nombre de postes au concours. En janvier, l'année universitaire était déjà entamée depuis plus de quatre mois, et les inscriptions aux concours étaient closes. Les étudiantes et étudiants, premiers touchés par la mesure, ne pouvaient pas changer leur stratégie à ce stade. Si l'orientation d'un certain nombre de licenciés en mathématiques vers d'autres débouchés (professorat des écoles, concours CAPLP2, concours adminis-

tratifs, etc.) est souhaitable, ce n'est évidemment pas à deux mois du concours qu'elle pouvait être envisagée.

Ensuite, sur le fond, la diminution du nombre de postes est en totale contradiction avec la pratique suivie depuis plusieurs années par le ministère :

— Depuis 1990, le ministère a mené, notamment auprès des lycéens, une campagne de publicité massive sur le thème "nous avons besoin de professeurs", comme en témoignent les brochures "profession professeur", accompagnées de la mise en place d'allocations d'études largement distribuées aux étudiants de licence et aux candidats aux concours.

— Dans le cas particulier du CAPES de mathématiques, le ministère a maintenu depuis 1992 un nombre de postes important, supérieur à 2000. Ces postes n'ont jamais été pourvus, loin s'en faut : 1622 reçus au maximum, en raison du souci constant du jury de privilégier la qualité du recrutement.

— Pourtant, lorsque le bachelier de 1992, guidé par la campagne publicitaire du ministère, arrive au moment de se présenter au concours, le nombre de postes chute dramatiquement. Comment peut-on, dans de telles situations, demander aux jeunes d'avoir un "projet personnel"? Et quelle responsabilité a-t-on fait prendre, à leur insu, aux établissements universitaires pour satisfaire la demande de formation des étudiants? Et aux enseignants qui ont laissé ces étudiantes et étudiants entreprendre des études en mathématiques?

Nous avons connu de telles diminutions brutales par le passé, à la fin des années 1970. Dans les années qui ont suivi, le nombre des étudiants en mathématiques avait tellement baissé que lorsque par le double effet de l'augmentation des départs à la retraite, et de l'augmentation du nombre des lycéens, les besoins de professeurs ont augmenté, il n'y avait plus assez de candidats pour les satisfaire. Plus grave, parce qu'avec des effets à long terme, les enseignements de second cycle en mathématiques étaient désorganisés, et bien des centres avaient renoncé à organiser une préparation au CAPES et à l'agrégation. Les autres besoins en jeunes diplômés en mathématiques, que ce soit pour l'enseignement supérieur ou pour le monde économique, ne pouvaient pas non plus être remplis. D'où la campagne de promotion évoquée ci-dessus.

Et les mesures prises ont été efficaces. Lentement, mais sûrement, le nombre de licenciés en mathématiques a augmenté, plus vite que le

nombre d'étudiants. Aujourd'hui, il y a des candidates et des candidats, et de bonne qualité. Ce sont eux qui seront les enseignants expérimentés dans dix ans, lorsque surviendront les grandes vagues de départs à la retraite.

Ce que l'histoire récente nous enseigne, c'est qu'il faut des années pour réactiver l'orientation des étudiants lorsque, pour une raison ou une autre, on l'a désactivée. La faute est donc double : vis-à-vis des étudiantes et étudiants d'aujourd'hui qui peuvent se sentir, légitimement, trahis par le non respect des engagements de l'Etat, mais encore par l'effet à long terme qui prendra des années à être corrigé.

Il est temps d'arrêter cette politique de recrutement "en accordéon", et de travailler en fonction d'un plan pluri-annuel de recrutement des professeurs. A l'aube de l'an 2000, on peut penser que le ministère a les moyens de s'appuyer sur des projections fiables prenant en compte la démographie et les départs à la retraite, ainsi que les demandes sociales.

Il est encore temps de tenir compte de cette situation pour la session 1997 en autorisant le jury¹ à ouvrir une liste supplémentaire permettant de pourvoir les postes devenus vacants par démission.

Dans le cadre de la réforme des universités, il nous paraît indispensable d'avoir une réflexion de fond sur les débouchés des étudiants à tous les niveaux. La diversification nécessaire des débouchés et en particulier des étudiants en mathématiques, ne se fera que si les débouchés traditionnels ne sont pas soumis à des fluctuations imprévisibles. L'Etat doit donner l'exemple en planifiant à l'avance ses propres besoins.

¹ NB. Le jury a effectivement proposé une liste supplémentaire d'environ 200 noms, et le ministère a utilisé cette liste supplémentaire jusqu'au rang 86, notamment en raison des démissions pour l'agrégation externe.